
[La faillite de la gauche remonte loin dans l'histoire](#)

Le 24-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Pour admettre cette réalité, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un retour en arrière pour comprendre ce qu'est la gauche, non pas comme nous la rêvons ou comme nous la voudrions, mais telle qu'elle fut et telle qu'elle est vraiment aujourd'hui. Il faut comprendre le mécanisme idéologique et politique qui a produit ce grand retournement.

La principale raison qui nous empêche d'y voir clair là-dessus, c'est que les mentalités collectives (donc la nôtre !), ont gardé une image de la gauche identifiée au visage qu'elle présenta publiquement lors de rares moments historiques très spécifiques.

La gauche a été assimilée au rassemblement des forces politiques – d'abord PCF et PS - qui luttèrent contre les injustices et les désordres causés par le capitalisme, et qui a amélioré le sort des classes dominées quand elle gouvernait. Pendant ces rares périodes unitaires, qu'on le regrette ou que l'on s'en félicite, c'était le PCF qui donnait le « la » à cette gauche, et au-delà c'était surtout le mouvement populaire. Soit la gauche soutenait le PCF de manière plus ou moins critique, soit elle le concurrençait, mais sur des bases partageant un fonds commun. Si tel n'avait pas été le cas, la gauche prenait le risque de se priver du soutien des classes populaires qui, elles, se retrouvaient majoritairement sur les fondamentaux défendus par le PCF, quand bien même elles n'étaient pas encartées.

Quels étaient ces fondamentaux, ce fonds commun partagé alors par la quasi-totalité des partis de gauche ? Si on veut n'en retenir que l'essentiel, c'était la lutte contre le capitalisme. Mais en adoptant pour ce faire une voie nationale, celle de la conquête politique des leviers étatiques pour les mettre au service des classes populaires et de l'intérêt général au nom de la lutte pour l'égalité sociale.

Croire que la gauche correspond intrinsèquement à cette identification avec l'objectif de mettre l'État au service des intérêts structurels des classes dominées ne permet pas de comprendre ce que sont les deux composantes de la gauche que l'on nomme la social-démocratie et celle que l'on nomme le communisme. La social-démocratie sert à produire l'idéologie « progressiste » la plus en phase avec les évolutions nécessaires au capitalisme.

Quant au PCF, ses dirigeants l'ont transformé depuis le milieu des années 90 en satellite du PS, à l'instar de plusieurs partis communistes des anciens pays de l'Est.

Il est trop tard pour tenter de donner un contenu de classe susceptible de créer le rebond salutaire à une notion de « *gauche* » désormais obsolète. Pour faire naître une nouvelle dynamique politique, il est nécessaire d'acter la déliquescence de la notion de « *gauche* » et de la pertinence du clivage gauche-droite chez la majorité des citoyens. Le repère à mettre en avant, le véritable clivage doit être désormais celui de la défense des intérêts des classes dominées, la défense du peuple. Seul le clivage autour de cette question est pertinent.

Pour comprendre la déliquescence contemporaine de beaucoup de forces politiques qui se rangent à gauche, une plongée dans l'histoire est nécessaire.

On y apprendra que l'expression « *la gauche* » n'a eu vraiment de sens qu'à quatre périodes très courtes de l'histoire de France. Le reste du temps, la division a régné, une partie de la gauche – la social-démocratie – s'alliant à la droite, tandis que l'autre, la gauche communiste, s'alliait sans nuances au régime dictatorial de l'URSS. Cette faillite des appareils politiques de la gauche semble bien définitive, elle en est à son stade terminal car elle persiste à refuser de remettre en cause ses tabous.

La « *gauche* » rêvée n'aura existé que quelques années, à quatre moments de l'histoire de France

La gauche rêvée n'aura existé que moins de treize ans sur près de deux siècles, à quatre reprises dans l'histoire. Il est donc impossible de parler de « *la gauche* » en général, car les moments dans l'histoire où les partis et forces qui s'en réclament étaient rassemblés et ont gouverné ne sont que l'exception. Ces quatre moments sont les suivants :

- La lutte contre les ligues fascistes et pour le Front populaire, de la manifestation unitaire du 14 juillet 1935 au 13 février 1937 lorsque Léon Blum déclare la « *pause* ». Le PCF soutient le gouvernement mais n'en fait pas partie. Ce sont les grèves et manifestations de 1936, après l'élection, qui permettent d'obtenir d'importants acquis sociaux.
- La lutte victorieuse contre l'occupant nazi de la première réunion du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943 jusqu'au 5 mai 1947, date de la révocation des ministres communistes par Paul Ramadier, président du Conseil socialiste. Le gouvernement va de la droite aux communistes, en passant par les gaullistes et les socialistes. Il s'appuie sur une immense mobilisation populaire.
- L'union de la gauche autour du « *Programme commun de gouvernement de la gauche* » entre sa signature le 27 juin 1972 et la rupture du 15 septembre 1977. Cette période est différente des trois autres, car la gauche n'est pas au gouvernement.
- La participation du PCF à la majorité présidentielle et au gouvernement avec le PS entre le 10 mai 1981 jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement Fabius le 19 juillet 1984. Les

mobilisations populaires sont faibles, freinées par les directions du PCF et de la CGT.

On n'osera pas, ici, ajouter deux autres périodes qui, pourtant, pourraient correspondre à une forme d'alliance du PCF et du PS. La première est celle de la « *gauche plurielle* », de 1997 à 2002, lorsque des ministres communistes ont participé à un gouvernement socialiste qui a mené une politique parfaitement compatible avec les intérêts des classes dominantes. La seconde période est celle ouverte par l'élection de François Hollande à la présidence de la République, en 2012, avec la participation du PCF à la majorité présidentielle au début (mais pas gouvernementale).

Au XIXe siècle, la gauche institutionnelle (celle des parlementaires) défend la République, mais pas les ouvriers.

Des parlementaires « *bourgeois* », ayant conservé l'habitude de se rassembler à la gauche de l'Assemblée, vont logiquement défendre la Révolution de 1789 et la République, tout en s'opposant au mouvement ouvrier en plein essor et à ceux qui veulent instaurer une véritable démocratie. Ils profitent d'être désormais les nouveaux maîtres de l'État afin de développer le capitalisme. La République bourgeoise, c'est la souveraineté parlementaire en lieu et place de la souveraineté populaire. Le parlement est entièrement sous leur contrôle, le peuple leur caution théorique et leur ennemi pratique. On le voit tragiquement en 1848 lorsque les ouvriers réclament le « droit au travail » et la République sociale. C'est l'armée républicaine qu'ils trouvent en face d'eux. Même chose pendant la Commune de Paris en 1871, lorsque le mouvement ouvrier s'opposa à la gauche républicaine et fut massacré par elle.

La gauche, ainsi, va s'opposer très violemment au mouvement ouvrier.

C'est la répression de Cavaignac en 1848, avant celle de Thiers en 1871, deux hommes de gauche au sens de cette partie du XIXe siècle... C'est pourquoi le mouvement ouvrier naissant était hostile à cette gauche de républicains-bourgeois. D'ailleurs, dans les textes de Karl Marx et Friedrich Engels, le terme de « gauche » n'apparaît pas. Le Mouvement ouvrier n'a commencé à exister qu'en s'affirmant en dehors du système gauche-droite interne aux classes dominantes. Dans des conditions différentes, nous en sommes revenus au même point aujourd'hui.

Nous retrouvons d'ailleurs, au début du XXIe siècle, les fondements de la gauche du XIXe siècle lorsqu'elle rassemblait les idéologies politiques les plus en phase avec le capitalisme redevenu triomphant, ses besoins de développement et les nouvelles bases de sa reproduction matérielle. Au XIXe siècle, le capitalisme avait besoin de briser non seulement l'État absolutiste et théologico-nobiliaire, sa structure sociale et ses rigidités, mais aussi l'autonomie des petits producteurs, des corporations, des traditions locales et populaires, des solidarités collectives traditionnelles et familiales afin de marchandiser le travail et d'industrialiser la production, de développer la colonisation.

La gauche d'alors (l'équivalent du PS aujourd'hui) lui proposait d'enchanter cette marche en avant avec les concepts de « *progrès* », de « *science* », de « *raison* », et de « *République* », avec ainsi la caution de la légitimité populaire. Le capitalisme avait alors bien plus besoin de ces « valeurs » que du conservatisme moral et politique de la droite.

Tous les capitalistes bourgeois les plus conséquents se retrouvaient dans l'idéologie de la gauche parlementaire, de la gauche donc tout court, car le mouvement ouvrier ne se situait pas à gauche.

Tandis que tous ceux qui étaient pour lutter structurellement contre le capitalisme, pour établir une véritable démocratie, et donc pour établir dans les faits le pouvoir du peuple souverain, notamment les socialistes et les syndicalistes, étaient alors les ennemis de la gauche.

Les appellations de « gauche » et de « droite » s'imposeront au début du XXe siècle avec l'Affaire Dreyfus, le « Bloc des gauches » et le « Cartel des gauches ». En 1924, avec le « Cartel des gauches », le rôle de repère politique de ces deux expressions « gauche » et « droite » est définitivement adopté. Le Cartel des gauches se constitue à la fin de l'année 1923 contre le Bloc national. La scission intervenue en 1920 à l'issue du Congrès de Tours de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), qui voit la création de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste qui deviendra plus tard le Parti communiste français), permet à la SFIO, devenue minoritaire, de se tourner vers une nouvelle alliance avec les radicaux. Les premiers députés communistes qui sont élus en 1924 siègent dans l'opposition, ils ne font pas partie du Cartel des gauches.

Le PCF renvoie dos à dos la gauche et la droite. Il les assimile à « deux fractions de la bourgeoisie », il dénoncera le « bloc des bourgeois arrivistes » qui, sous l'étiquette de « gauche », dispute les places au « bloc des bourgeois repus ». Il affirmera : « capitalistes de droite et capitalistes de gauche se valent » ; « la gauche n'est qu'un autre visage de la droite, sous deux faces différentes, la tête reste la même ». Il obtient 9,82% des voix et 26 sièges. Les socialistes de la SFIO ne participent pas au gouvernement de peur de se faire taxer de trahison sociale par les communistes qui voyaient dans cette alliance une collaboration avec un régime « bourgeois ».

Il existe bien une gauche pendant toute cette période, mais sa géographie est très différente de celle d'aujourd'hui. À l'époque, les radicaux en sont la force propulsive, alors que les communistes n'en font pas partie. Après la Seconde Guerre mondiale, les radicaux intégreront progressivement la droite, alors que les communistes intégreront la gauche pour en devenir la force propulsive avant d'être satellisés par le PS.

En 1982, début de la mise en œuvre du néolibéralisme par le PS

Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, le 10 mai 1981, une politique favorable au monde du travail, bien que modeste, est mise en œuvre : nationalisations, hausse du pouvoir d'achat, 5e semaine de congés payés... Mais dès 1982-1983, à l'occasion de la deuxième puis de la troisième dévaluation, le « virage libéral de la gauche » est engagé par la direction du Parti socialiste. Depuis cette époque, la vie politique française reste enfermée dans ce schéma intellectuel. Après la révolution néolibérale en cours aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le PS adapte la société française à ce nouveau stade du capitalisme : celui de la mondialisation néolibérale.

Le PS va donc rétablir le taux de profit des grandes entreprises, les réhabiliter ainsi que les « capitaines d'industrie », valoriser la France « qui gagne » (de l'argent), neutraliser les syndicats, marginaliser le PCF...

Deux types de politiques néolibérales sont alors proposés : celui de la droite classique, obtus, conservateur, frileux sur les questions de société, réactionnaire ; et celui de la gauche « *moderne* » – le Parti socialiste – ouvert, moderniste, progressiste, sociétal... Et surtout plus efficace pour concevoir et mettre en place sans résistances ce néolibéralisme changeant radicalement le mode d'accumulation capitaliste. La gauche moderne incarnée par le PS va mettre toutes les institutions au service exclusif des classes dominantes en supprimant sans bruit, un par un, tous les processus démocratiques institutionnels. C'est même le caractère politique des pays européens qui sera anéanti par le biais de la mal nommée « *construction européenne* ».

De 1997 à 2002, la « *Majorité plurielle* » (ou « *Gauche plurielle* ») rassemble au gouvernement le Parti socialiste (PS), le Parti radical de gauche (PRG), le Mouvement des citoyens (MDC), les Verts et le Parti communiste français (PCF). Le Premier ministre est Lionel Jospin, le président de la République est Jacques Chirac. Jean-Luc Mélenchon est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002. Cette cohabitation s'est mise en place en quelques semaines après la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac. Cette situation est la suite des puissantes grèves et manifestations de décembre 1995 pour la défense des retraites sous le gouvernement Juppé. On peut lire dans la déclaration faite par la gauche plurielle pour sceller son accord : « *la droite les brade [les services publics]. Elle privatise et dérègle [...] Ainsi par exemple, pour France Télécom, Thomson, Air France, nous proposons l'arrêt des processus de privatisation.* » Le gouvernement fera le contraire. Le PCF approuvera et accélèrera son déclin.

Au tout début de la législature, et contrairement aux engagements solennels de Jospin lors de la campagne électorale, le gouvernement signe le traité d'Amsterdam sans le renégocier (suite du traité de Maastricht et préparation au traité constitutionnel européen), avec l'accord de la direction du PCF impliquant 100 milliards de francs de coupes dans les budgets publics, l'accélération des privatisations, de la déréglementation et de la flexibilité.

À partir de cette date la majorité des députés du PCF va critiquer le budget mais le votera.

L'augmentation de la CSG va susciter de nombreuses critiques, tout comme le maintien du plan Juppé de casse de la Sécurité sociale par le vote du 4 novembre 1997 grâce à l'abstention des députés PCF. En 2002, le passage à l'Euro est avalisé par la direction du PCF en contradiction avec son vote négatif lors du référendum sur le traité de Maastricht.

Au total, les réalisations du gouvernement Jospin ont été un mélange de petites mesures sociales, économiques et démocratiques ambiguës, d'accompagnement du néolibéralisme mis en place par le PS dans les années 80, et de contre-réformes confortant et approfondissant ce virage, directement empruntées au « *consensus de Washington* ». Le cas le plus accablant est celui des privatisations, opérées avec l'aval de la direction du PCF. Lionel Jospin, en effet, a mis en œuvre un programme de privatisation - ou d' « *ouverture du capital* » et de « *respiration du secteur public* », pour reprendre le vocabulaire voilé des ministres - nettement plus important en valeur que celui des gouvernements de Balladur et de Juppé réunis. Il a ainsi achevé de démanteler ce qui restait du secteur public élargi sous Mitterrand et Mauroy en 1982.

Ce gouvernement de gauche, à la suite de ses équivalents des années 1980, aura été la meilleure

formule pour permettre la plus grande adaptation du capitalisme depuis un siècle.

La participation communiste au gouvernement a freiné la résistance et les luttes populaires. Le PCF a payé le prix fort de ces trahisons lors des élections qui ont suivi. Aux municipales de 2001 le PCF a perdu la direction de 30% des villes de plus de 15.000 habitants qu'il dirigeait. A la présidentielle de 2002, le candidat communiste Robert Hue ne réalisait que 3,37% des voix. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, avec 16,86% passait devant Lionel Jospin qui n'obtenait que 16,18% des voix et se trouvait éliminé du second tour. A la présidentielle de 2007, la candidate communiste Marie-George Buffet ne réalisait que 1,93% des voix...

Le flou et les ambiguïtés du contenu de la notion de « *gauche* » et de son périmètre expliquent sans aucun doute la faillite politique des partis qui s'en réclament aujourd'hui. Le PS n'a plus de « socialiste » que le nom, pour mieux tromper les électeurs. C'est pourquoi, d'ailleurs, il ne veut pas changer de nom. C'est un appareil qui n'a rien à envier à celui de la droite, il méprise le peuple et la nation ; c'est un appareil de notables et d'arrivistes, de professionnels de la politique, uniquement intéressés par leur carrière. Le PS s'est coulé dans la constitution présidentieliste de la Ve République, aggravant même ses logiques les plus négatives en inversant le calendrier électoral qui fixe la date de la présidentielle avant celle des législatives (Jospin en 2002). Seule la « *gauche* » à la mode du PS pouvait mettre en œuvre les « *réformes* » demandées par le néolibéralisme. De son côté, le PCF n'a plus lui aussi de « *communiste* » que le nom. Il a abandonné la défense des intérêts des classes dominées, ce qui faisait sa force. Plus que jamais un statut de l'élu est nécessaire pour « *déprofessionnaliser* » la politique : permettre à tous les citoyens d'exercer un mandat sans être pénalisés lors de leur retour à l'emploi et limiter ainsi le nombre de mandats.

La crise de l'euro et l'élection de François Hollande à la présidence de la République en 2012, correspondent à la fin d'un certain modèle de la social-démocratie.

Partout en Europe la social-démocratie est à la manœuvre, à côté des forces les plus réactionnaires, pour imposer les sacrifices les plus inhumains aux peuples. C'est particulièrement le cas en Grèce, en Espagne, au Portugal, et aussi en France. Les socialistes considèrent le capitalisme mondialisé indépassable. Dès lors, pour eux, toute volonté de rupture avec ce capitalisme ne pourra que conduire au goulag. Pourtant, si les enjeux sont internationaux, les outils sont nationaux. Le PS n'est même plus le parti réformiste des Trente glorieuses qui voulait aménager le capitalisme. Il est devenu le meilleur instrument des classes dominantes. La social-démocratie, encore bien plus que la droite, est frappée d'un européisme fanatique. Elle joue un rôle moteur dans la désintégration du modèle social issu de la Résistance. C'est la conversion intégrale du PS à l'économie de marché.

La difficulté est de faire comprendre que le PS n'a pas « trahi » les espérances du peuple et qu'il serait ainsi une « *fausse gauche* ». Cette analyse est erronée. Le PS n'a pas trahi le peuple, car il n'a jamais eu l'objectif de répondre à ses besoins. Le PS a au contraire choisi d'adapter la société au capitalisme contemporain, libre-échangiste, financiarisé, européiste, sous domination états-unienne. Il se situe dans la tradition de la gauche républicaine-bourgeoise du XIXe siècle. Là se trouve toute l'erreur du Front « *de gauche* » qui veut apparaître comme la « *vraie gauche* ». Les dirigeants du PS et ceux qui les soutiennent ne sont plus simplement des « faux-frères » qui reviendront un jour dans le droit chemin. Ce sont des adversaires, plus encore, ce sont des ennemis de classe. Il faut rompre avec ce « socialisme » en peau de lapin, c'est ce que se refuse à faire le Front de gauche. Les forces qui se réclament de la social-démocratie sont désormais totalement intégrées au système des classes dominantes : dans les médias, les grandes entreprises, les Think-tanks, l'appareil d'État, certains syndicats affiliés à la Confédération européenne des syndicats (CES)...

Les catégories avec lesquelles nous avons appris à penser la politique doivent donc être revues de fond en comble, le clivage gauche-droite ne recoupe plus depuis des décennies une division de classes, il la masque.

C'est à cet immense effort qu'invite le Pardem. Les termes gauche-droite sont désormais des catégories inutilisables, démonétisées, hélas pour de très solides raisons. Il faut trouver un nouveau langage commun qui soit compris par tous, de l'ouvrier au petit patron.

Le Parti socialiste, parti du néolibéralisme, instrument le plus efficace au service des classes dominantes

Dix-sept années d'exercice du pouvoir par le PS depuis 1981, permettent désormais de dresser le bilan du principal parti de gouvernement à gauche. Ce bilan est parfaitement accablant. Il va encore en s'aggravant. Voter pour le PS ou s'allier avec lui, c'est voter ou s'allier avec le parti principal des classes dominantes. C'est maintenir la clé de voute du blocage démocratique que nous subissons depuis le virage néolibéral entamé par le PS dès 1982.

L'évolution du PS comme un parti ouvertement néolibéral, n'essayant même plus de se donner des airs ne serait-ce que vaguement socialistes, ni de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires, devra pourtant attendre François Hollande. Il profitera de la défection de son charismatique concurrent Dominique Strauss-Kahn, qui avait la faveur des classes dominantes et de leurs médias (presque tous). De 2012 à 2015, le gouvernement socialiste, majoritaire dans les deux chambres, ne tente même pas de donner le change.

Trente longues années de politique néolibérale instaurée par les « socialistes » depuis le début des années 1980 nous permettent donc de faire le bilan du PS. Ceux qui se cantonnent dans l'idéologie, se perdent dans la question cornélienne de savoir si le PS est à gauche ou pas, butant sur l'impossible définition de la gauche, ou de la « *vraie gauche* ». C'est une question dont on a tout intérêt à se dispenser. Non pas que le clivage opposant les classes dominantes aux classes dominées ait le moins du monde disparu, puisqu'au contraire il s'avive d'année en année. Mais il est très mal représenté par le très flou clivage gauche-droite d'aujourd'hui. Non seulement rien d'essentiel ne sépare l'UMP du PS, mais même une bonne partie de la gauche non socialiste, y compris ceux qui se disent anticapitalistes, se refusent de revenir sur les principales mesures socialistes. Ce sont celles de la mondialisation commerciale, sociale, monétaire, bancaire, financière et surtout institutionnelle, celle qui verrouille politiquement toutes les autres et donc la plus stratégique.

Les principaux piliers du capitalisme néolibéral ne sont même pas les cibles de ceux qui sont supposés être à l'extrême gauche.

Ils refusent le protectionnisme national, y compris sous sa forme coopérative et internationaliste, seule alternative démocratique au libre-échange généralisé. Ils refusent aussi l'annulation de la dette publique et la suppression des marchés financiers. Plus encore, ils rejettent la sortie des institutions cardinales du néolibéralisme en Europe : la sortie de l'euro et de l'Union européenne. Dès lors, que peut bien signifier le concept de « gauche » aujourd'hui pour les classes populaires ? Rien.

Non seulement le PS et ses satellites inféodés, tout comme l'UMP, est au service exclusif des classes

dominantes, mais il en est même, contrairement aux autres, la pièce maîtresse, le parti organique, le plus important, le plus stratégique. C'était le seul à pouvoir imposer sans beaucoup de résistances collectives, politiques et syndicales, le gigantesque train de mesures nécessaires pour passer de l'économie mixte fordiste adossée à la souveraineté nationale et populaire et ses processus démocratiques imparfaits mais toujours mobilisables, à l'ordre antidémocratique supranational du capitalisme néolibéral actuel.

Le parti principal des classes dominantes, c'est donc le PS.

Ce fait massif et désormais indéniable est beaucoup plus important que de se demander s'il est encore à gauche ou s'il est à droite. Le bipartisme que nous connaissons désormais depuis trop longtemps a bien réparti les rôles, qui sont complémentaires. L'ensemble est là pour masquer le phénomène principal : plus aucune force politique organisée possédant une visibilité publique n'est là pour défendre les intérêts structurels des classes dominées. Personne ne suscite une dynamique de reconquête des processus démocratiques en restaurant la souveraineté nationale et populaire. Personne ne vise à détruire les piliers du capitalisme néolibéral érigés par le parti organique des classes dominantes, le PS, flanqué de ses alliés.

Finalement, la doctrine implicite du Parti socialiste revient à dire que toute volonté de rompre avec le capitalisme ne peut conduire qu'au « *goulag* ». Car il faut, en effet, pour rompre avec le capitalisme, mobiliser le peuple, se servir de l'État et agir à l'échelle nationale. Autant de dérives « *populistes* », « *étatistes* », « *souverainistes* » et « *nationalistes* »... L'arrivée de François Hollande à la tête de l'État va bien plus loin que le « *tournant de la rigueur* » de 1982-1983, où il ne s'agissait « *que* » d'une reddition idéologique. En 2012, avec les socialistes au pouvoir, il s'agit d'une collaboration totale et délibérée avec le grand capital. Il ne s'agit plus d'un compromis, mais d'une alliance structurelle. Qu'est-ce que le « *socialisme de l'offre* », si ce n'est le service du capital, car l'« *offre* », en économie, signifie le côté du capital.

Plus aucune voix issue des classes dominées ou de quiconque attaché aux principes démocratiques ne doit aller à ce parti ou à ses alliés

Les classes dominantes doivent être combattues frontalement et non plus légitimées et renforcées électoralement. Leur parti le plus efficace est le PS. Il doit disparaître du paysage politique, qu'il a déshonoré plus qu'aucun autre.

Ceux qui craignent en sanctionnant le PS et EELV de faciliter ainsi la montée du FN ne comprennent pas la logique expliquant la montée du parti d'extrême droite.

C'est le blocage politique organisé par le bipartisme, et l'absence de tout autre parti visible proposant une rupture avec ce qu'a construit le PS, qui crée structurellement un effet de niche pour le FN. Le PS a construit un monde où l'autonomie du politique a disparu, condition indispensable pour que les classes dominées puissent peser sur les normes collectives (la loi...). Un parti réellement du côté des classes dominées et qui prendrait de l'ampleur ferait disparaître ce blocage actuel et diminuerait d'autant les votes FN. Le principe des vases communicants s'appliquerait, à condition que ce parti annonce sans aucune ambiguïté qu'il se propose de démondialiser, de restaurer la souveraineté nationale pleine et entière en sortant de l'euro et de

l'UE, de l'OTAN, de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI, qu'il annonce l'annulation de la dette publique et la restauration d'un circuit public du crédit et de la création monétaire, un protectionnisme coopératif, la réindustrialisation et le refinancement massif de la fonction publique et de la Sécurité sociale. Le « vote utile » est ainsi certainement, après les autres manœuvres du PS, ce qui a le plus contribué au maintien à un haut niveau du FN. Croire éviter la montée du FN en votant PS (ou EELV), ou UMP au second tour, est donc le plus sûr moyen de faire prospérer son effet de niche éternellement et de laisser pourrir la situation.

Seules des forces politiques comme le Parti de la démondialisation pourront débloquent réellement une situation particulièrement malsaine et qu'il faut au plus vite redresser radicalement.

En attendant, personne ne doit, au premier comme au second tour, donner sa voix au principal responsable, le PS (et EELV), ni à la droite. EELV regroupe de toute façon des politiciens opportunistes, écologistes d'opérette, et les idéologues les plus forcenés justifiant comme personne les institutions antidémocratiques européennes. Ceux qui ne voient rien à redire au fait que les choix de production et d'échanges soient confiés exclusivement au marché, ce qui est le cœur du néolibéralisme et des traités européens, ne sauraient avoir la moindre ambition écologique. Ils ne sont capables que de proposer des mesures parfaitement anecdotiques et cosmétiques, qui ne remettent jamais en cause les intérêts du capital.

Parmi les questions politiques les plus urgentes se trouve donc l'adhésion au Pardem. Pour ceux qui partagent ses idées, c'est le moment ! Le Pardem est le parti du peuple !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire